

## Les violences envers les femmes, un problème politique

une soirée des « mardis des sciences de l'homme » à la MSH Paris Nord

le mardi 7 décembre 2004, 18 h-20 h

Mardi 7 décembre, la Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord a accueilli, dans le cadre de ses conférences grand public, « les mardis des sciences de l'homme », le sociologue Eric Fassin et l'anthropologue Christelle Hamel.

Le thème de la soirée était « les violences envers les femmes, un problème politique ».

Sujet délicat, donnant lieu à une multiplicité de questions. Y a-t-il une unité, par exemple, du concept de « violence »? Violences physiques, violences psychologiques, comment démêler les violences qui sont des atteintes à l'intégrité de l'individu des violences que l'individu s'inflige à lui-même parce qu'elles sont constitutives de son identité ? Y a-t-il, par ailleurs, une unité du phénomène des « violences faites aux femmes »? L'expression nous renvoie certes à un certain nombre de clichés : violences conjugales, harcèlement sexuel, machisme, société patriarcale... Comment constituer ces réalités comme phénomène scientifiquement cohérent ? Enfin, l'expression « un problème politique », avait quelque chose de surprenant : les violences envers les femmes sont un phénomène social. Les qualifier de « problème politique », c'était donner à l'exposé une orientation particulière, en indiquant qu'il fallait non seulement réfléchir sur le phénomène lui-même, mais aussi sur la réception de celui-ci dans le champ de la discussion publique.

Christelle Hamel, auteur d'une étude sur les viols collectifs<sup>1</sup>, a ainsi proposé un exposé sur le phénomène qu'il est convenu d'appeler les « tournantes », confrontant le discours des agresseurs et le discours médiatique et politique tenu sur ce phénomène. Il s'agissait en particulier, pour l'anthropologue, de dénoncer un certain nombre d'idées reçues, en particulier que les « jeunes des banlieues » seraient à peine conscients du caractère criminel de leurs actes, agissant sous l'impulsion d'une « nature » incontrôlable qui serait propre à leur milieu, voire à leur « race ». Or, s'il est bien certain que les agresseurs développent des discours justificatifs de leurs actes visant à montrer que les victimes étaient consentantes, il ressort qu'il s'agit d'abord d'une stratégie pour se dédouaner de l'accusation de « viol » dont ils savent pertinemment qu'elle les mènerait en prison. Un autre cliché a voulu faire de ces viols collectifs une sorte de « rituel », avec les connotations racistes que peut prendre ce terme. Les données ethnographiques montrent qu'il n'en est rien, et que les dynamiques de groupe qui sont à l'oeuvre n'ont ici rien du rite initiatique d'une manière ou d'une autre. Enfin, on peut poser la question du rapport entre la pauvreté et ces viols collectifs. Or, une des données importantes de l'enquête Enveff<sup>2</sup> est que les violences envers les femmes concernent tous les milieux sociaux. L'enquête montre aussi que, par exemple, le chômage masculin augmente la fréquence des violences, mais c'est d'abord, analyse Christelle Hamel, « une conception hiérarchisée des rapports entre les sexes, associée à une forte solidarité masculine, qui préside à ces viols ». Les viols collectifs dans les confréries d'étudiants sur les campus américains le démontre. Dans les deux cas, c'est la réduction de la femme à être un « objet appropriable » - et partageable - qui est le moteur du viol. Ni nature, ni rituel, ni effet mécanique de la pauvreté, c'est « dans le système social de hiérarchisation des sexes qu'il faut chercher une explication aux viols collectifs ».

---

<sup>1</sup> « Faire tourner les moeufs ». *Les viols collectifs: discours des médias et des agresseurs*, Gradhiva, 33, 2003, éd. J.M. Place. Sommaire du numéro sur [www.jeanmichelplace.com](http://www.jeanmichelplace.com), et résumé de l'article sur [www.msh-reseau.prd.fr](http://www.msh-reseau.prd.fr).

<sup>2</sup> Enquête Enveff: Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France, réalisée de mars à juillet 2000, sur un échantillon de 6 970 femmes. Publiée à la Documentation française: *Les violences envers les femmes. Une enquête nationale*, Maryse Jaspard, Elisabeth Brown, Stéphanie Condon et alii, Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, Ministère délégué à la Parité et à l'Égalité professionnelle. Collection «Droits des femmes», Paris, mai 2003, 370 pages.

C'est sur les polémiques qui ont entouré la publication des résultats de l'enquête Enveff qu'a enchaîné Eric Fassin<sup>3</sup>. Comment se fait-il, se demande le sociologue, qu'une telle étude ait donné lieu à des réactions si hostiles avant même la parution de ses résultats complets ? On sait en effet qu'Elisabeth Badinter avait dès avril 2003 dénoncé le « féminisme de victimisation » qui s'exprimait dans cette enquête, relayée ensuite par le démographe Hervé Le Bras et la juriste Marcela Iacub. Pour Eric Fassin, les résultats de l'enquête Enveff méritent d'être pleinement pris au sérieux, en particulier lorsqu'ils révèlent que les violences envers les femmes touchent tous les milieux, des plus pauvres aux plus aisés. Ce n'est pas un phénomène que l'on pourrait reléguer à des classes malheureuses, qui seraient ainsi indirectement désignées comme classes dangereuses. L'enquête Enveff dérange, et elle dérange en particulier une certaine gauche républicaine, parce qu'elle empêche de cantonner le problème à une interprétation en termes économiques. Par là-même, elle s'inscrit dans le problème plus large de la réception des questions sexuelles en France dans le domaine public. La tradition française relègue ces questions au domaine privé - et tend ainsi à empêcher un véritable débat public sur ces questions. Les tentatives en ce sens sont interprétées comme des dérives communautaristes « à l'américaine », contraires à la tradition républicaine. D'où le succès d'une association comme « ni putes ni soumises ». Eric Fassin – sans nier l'intérêt évident de cette association – souligne le paradoxe qu'il y a à ce que celle-ci soit aussi unanimement célébrée publiquement au moment même où, les mêmes, fustigent l'enquête Enveff. Il pose la question : cette association ne doit-elle pas son succès politique au fait que, à son tour, elle renoue le lien entre les banlieues et les violences, et permet à la bourgeoisie blanche de se dire que tous ces problèmes, c'est « chez eux », mais pas « chez nous » ?

Les deux interventions ont suscité le débat avec un public majoritairement composé de membres d'associations militantes pour la défense des femmes. L'idée que les violences soient équivalentes d'un milieu à l'autre n'était pas facile à admettre pour des gens qui travaillent au jour le jour dans les quartiers défavorisés de la Seine-Saint-Denis et ont à traiter des situations particulièrement désespérées. Et qu'en est-il des femmes qui ne parlent pas français et n'ont même pas le téléphone, et à côté desquelles l'enquête est forcément passée ? Que les violences touchent tous les milieux, d'accord, mais lorsque plusieurs types de violences sont jointes, s'additionnent-elles, ou multiplient-elles leurs effets ?

Les questions sur ce sujet restent bien sûr ouvertes. La MSH Paris Nord aura eu le mérite de permettre qu'elles soient de nouveau posées, en réunissant des scientifiques de haut niveau avec des acteurs du terrain.

Emmanuel Pasquier  
Responsable des « mardis des sciences de l'homme »

---

<sup>3</sup>Professeur à l'Ecole Normale Supérieure de Paris, auteur, avec Clarisse Fabre, de *Liberté, égalité, sexualités*, 10/18, 2004. Voir en particulier le chapitre 5: « violences sexuées, violences sexuelles ».